

CONDENSÉ

Face à la spectaculaire progression du commerce des armes conventionnelles enregistrée au cours des vingt dernières années, on s'est efforcé dans divers milieux de mieux comprendre ce qui motive les pays fournisseurs et importateurs sur le marché international des armes. En 1985, la valeur totale des armes échangées s'établissait à près de 29 000 millions de dollars. Il est permis de douter que l'ensemble de ces transactions ait favorisé la paix et la sécurité dans le monde.

Les participants à une conférence organisée sur cette question par l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales ont tout d'abord constaté que le *caractère* même du commerce des armes avait changé au cours des dernières années. Un plus grand nombre d'échanges ont été réalisés par des voies semi-officielles ou officieuses, sur les marchés dits « gris » et « noir ». Cette évolution permet de supposer que le volume global du commerce n'a *pas* diminué, contrairement à ce que laissent croire, à première vue, les chiffres officiels (qui couvrent le marché « blanc » ou « opaque »).

À la faveur d'un débat sur les motifs incitant les États à vendre des armes, on a pu définir trois « paliers » de fournisseurs. Au premier palier se trouvent les États-Unis et l'Union soviétique, dont les transferts comptaient pour 55 p. 100 environ de la valeur totale des armes échangées en 1983. Et même si l'on peut deviner chez les superpuissances une conscience accrue des avantages économiques découlant des transferts d'armes, leurs motifs demeurent essentiellement politiques. En effet, les transferts d'armes consolident les rapports avec d'autres États et confèrent une certaine influence politique. L'équilibre relatif entre les facteurs économiques et politiques a fait l'objet d'un débat dans lequel certains analystes ont soutenu que les considérations d'ordre économique ont pris de l'importance dans les années 1970 et 1980.

Les États du deuxième palier (les pays industrialisés comme la Grande-Bretagne, la France et le Canada) sont plutôt motivés par des facteurs économiques. Les contraintes imposées par l'exiguïté des marchés nationaux, conjuguées au besoin ressenti de se maintenir au courant des dernières technologies de la production militaire, engendrent une forte poussée favorable à l'exportation. Toutefois, on distingue au sein de ce groupe certains pays (la Suède, le Japon, la Suisse, l'Allemagne et le Canada) qui, pour des raisons politiques, suivent des politiques plus « restrictives », avec plus ou moins de succès cependant.